

Prénom NOM  
Assistant-e d'éducation  
Établissement d'exercice, ville, département, académie  
Tel :  
mail académique :  
Adresse personnelle :

À l'attention de Mme Sophie BEJEAN, Rectrice de l'Académie de Montpellier  
Rectorat de Montpellier, 31 rue de l'Université  
34000 Montpellier

A l'attention de Monsieur Pap Ndiaye  
Ministre de l'Education nationale, Rue de Grenelle Paris

s/c de M. ou Mme ..... ,  
Principal(e) ou Proviseur(e) du lycée / collège ....., à .....(département)

**Objet : demande de prolongation de mon contrat à titre dérogatoire**

Monsieur le Ministre, Madame la Rectrice,

Je suis assistant(e) d'éducation au collège/ lycée (nom) de (ville) depuis le XXX.  
Auparavant, j'ai effectué mon service dans les établissements suivants : XXX, lieu et date.

Au 1er septembre 2022 (date à adapter), je totaliserai 6 ans d'ancienneté de service.  
Je souhaite pouvoir continuer à assurer les missions d'assistant-e d'éducation au sein de  
l'enseignement public pour lequel j'ai donné toute satisfaction.

L'article 10 de la loi n° 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement  
scolaire prévoit qu'« un décret définit les conditions dans lesquelles l'État peut conclure un  
contrat à durée indéterminée avec une personne ayant exercé pendant six ans en qualité  
d'assistant d'éducation, en vue de poursuivre ses missions. »

À ce jour, aucun décret ni circulaire d'application n'est paru et la date butoir de fin de mon  
contrat (date de fin de contrat) se rapproche. L'interruption de mon contrat me priverait du  
bénéfice de l'accès à un contrat à durée indéterminée que permet la loi.

En attendant la publication des décrets et circulaires d'application permettant la mise en  
œuvre de cette loi et afin de pouvoir bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi n°  
2022-299 du 2 mars 2022, je vous demande à titre dérogatoire d'autoriser le  
renouvellement de mon contrat pour l'année scolaire prochaine.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, Madame la Rectrice, l'assurance de mon  
attachement au service public d'éducation.

Signature